

De par leur saint baptême, les laïques ont dans l'Eglise, quoique dans la plus parfaite obéissance aux autorités ecclésiastiques, le droit de faire du bien, et ce droit, il le leur faut reconnaître et le leur aider à l'exercer.

S. E. Mgr VILLENEUVE.

Journal indépendant en politique et totalement dévoué aux intérêts de l'Eglise et de la Patrie.

Fondé le 27 mars 1913

Publié par le Syndicat d'Ouvrages Sociaux (Ltée)  
SIEGE SOCIAL: 98, RUE GEORGES.

Services télégraphiques:  
PRESSE ASSOCIEE ET PRESSE CANADIENNE

Correspondants dans les principales villes et les campagnes.

Membre de l'Audit Bureau of Circulation et de l'Association Canadienne des Quotidiens

### ABONNEMENTS

Canada, par poste, \$5.00  
Etats-Unis, par poste, \$7.00  
Ottawa, par poste, \$6.00  
Union Postale, \$10.00  
Canada, \$11.50  
E.-Units et Union Postale, \$2.50

OTTAWA, LE 12 AVRIL 1932

## M. Charles Holmes

Un solide agent de liaison entre les Canadiens-Français et les Anglo-Canadiens. — Une campagne de quinze années contre des préjugés courants. — Pour la bonne annonce française.

M. Charles Holmes, anciennement de Montréal et actuellement établi à Toronto, est un des publicistes qui a fait le plus pour éclairer les Anglo-Canadiens sur le véritable caractère des Canadiens français, pour dissiper leurs préjugés et, dans un domaine plus pratique, les intéresser à un marché français qui englobe aujourd'hui, dans Québec et en dehors, près de trois millions d'individus.

Dans des périodiques qu'il édite lui-même, "The Drop of Ink" et "Publicity", dans de nombreuses conférences, il a convaincu ses concitoyens, industriels ou commerçants, de la nécessité d'annoncer en français s'ils veulent atteindre la clientèle française. Et pas dans n'importe quel français, mais dans un français correct et élégant que tout le monde puisse comprendre. Le "Parisian French" il en a été l'un des plus constants détracteurs. Il a mis en garde les annonceurs contre ceux de leurs employés qui, parce qu'ils avaient appris quelques bribes de français sur les bancs d'un High School, s'imaginaient pouvoir faire une traduction acceptable, et il leur a démontré facilement que le "Parisian French" de Toronto et d'ailleurs, tourné en ridicule par la presse française, faisait un tort considérable aux affaires des Anglo-Canadiens.

Il est allé plus loin. Il a insisté pour que les annonces françaises ne soient pas une traduction littérale des annonces anglaises, mais plutôt une adaptation, faite par des publicistes qui comprennent la mentalité de la clientèle française, sauront présenter les arguments aptes à la convaincre.

Dans ses conférences devant des auditoires anglo-canadiens, M. Holmes s'est attaché à détruire le préjugé courant que les Canadiens-Français sont des illettrés, qu'ils parlent un patois, qu'ils sont déloyaux.

Les statistiques prouvent que la moyenne de l'assistance scolaire est plus élevée dans la province de Québec que dans plusieurs autres provinces, que les Canadiens-Français ont pris une place importante dans la littérature, les sciences et les beaux-arts.

Ce n'est pas à lui non plus qu'il faut dire que les Canadiens-Français parlent un patois. Quelques légères différences d'accent et de tournures mises de côté, le français parlé en France et celui parlé au Canada sont une seule et même langue. Et pour le prouver, M. Holmes présente une série d'arguments et de faits que toute personne impartiale doit accepter de bonne foi.

L'accusation de déloyauté est plus spécieuse, à cause de l'attitude de Papineau en 1837 et de l'opposition de Québec à la conscription, en 1917. Cependant, M. Holmes n'a pas de difficulté à établir que l'insurrection de 1837 était justifiée par la politique de Lord Durham, que Papineau avait comme lieutenant les frères Nelson, que Papineau fut des imitateurs dans les provinces anglaises: Howe en Nouvelle-Ecosse, Wilmot au Nouveau-Brunswick, Baldwin et Mackenzie dans le Haut-Canada.

En 1847, à la suite de la signature du bill d'indemnité, ce sont des Anglo-Canadiens qui assaillirent lord Elgin; ce sont des clubs anglo-canadiens qui rayèrent son nom de la liste de leurs membres. Les Canadiens-Français n'eurent rien à voir dans les divers mouvements d'annexion aux Etats-Unis, et ce ne sont pas eux non plus qui, en 1849, mirent le feu aux édifices de la législature.

Les Canadiens-Français ont prouvé leur loyauté à la couronne britannique en repoussant, en 1776 et en 1812, l'invasion américaine. Et quel meilleur gage venait-on de leur loyauté que le traitement généreux qu'ils n'ont jamais cessé d'accorder à la minorité protestante de la province de Québec.

Ce sont de tels propos que, depuis quinze ans, M. Holmes tient à des auditoires anglo-canadiens et qu'il a répétés récemment à Ingersoll, à Belleville, et à Oshawa.

En récompense de cette persévérante campagne de bonne entente, le gouvernement français lui a décerné les titres d'officier de l'instruction publique et de Chevalier de la Légion d'honneur, la province de Québec celui de Chevalier du Bon Parler français.

Charles GAUTIER.

## Au Jour le Jour

### Expérience concluante

Un inventeur américain, après avoir travaillé des années à obtenir le mouvement perpétuel, s'est rabattu sur une recherche plus facile. Il voulait trouver un moyen de se rendre sans espoir de réchapper. Il réussit si bien que son oncle le découvrit, ces jours-ci, suspendu sans vie à son appareil. Pour une expérience, c'en est une vraiment concluante.

### Format des billets de banque

Aurons-nous des billets de banque d'un format plus petit? Les billets canadiens mesurent actuellement 3 pouces 1-4 par 7. Les tenants de ce changement jugent que des billets d'un format moins grand seraient plus économiques. Épargne s'il y a, ce serait d'abord dans la matière première. Il faudrait évidemment moins de papier. De plus, lorsque des banques ou d'autres institutions doivent envoyer de forts montants en billets par poste, le coût du transport serait moins considérable.

Quelle que soit la décision que l'on prenne là-dessus, on ne croit pas que ce changement puisse s'opérer avant un an ou deux. C'est, en particulier, l'opinion de l'Information Financière.

### Eamon de Valera ne démod pas

Cet homme, souvent repré-

senté comme une tête chaude, montre une grande maîtrise de lui-même dans le présent différend anglo-irlandais, à propos du serment d'allégeance et des rentes seigneuriales.

L'attitude de l'Angleterre ne l'a guère ému. Ceux qui croyaient à un changement d'attitude du gouvernement irlandais dans sa réponse à l'Angleterre, peuvent être assurés qu'il n'en est rien, même si le texte officiel de ce document n'a pas été rendu public.

Dans un discours prononcé à Ennis, comté de Clare, Eamon de Valera s'est prononcé avec calme pour l'abolition de ce serment et contre le paiement de ces rentes seigneuriales. "Nous ne retournerons pas en arrière", dit-il froidement. L'action de ce drame est maintenant nouée. Bien habile celui qui peut en prévoir le dénouement.

### La victoire de Hindenburg

La presse allemande regarde l'élection du maréchal von Hindenburg à la présidence de l'Allemagne surtout comme une défaite du radicalisme. La presse française, tout en se montrant satisfaite du rejet de Hitler, redoute l'emprise qu'exerceront les socialistes-nationaux sur la jeune génération et voit, en leur force, un grave danger.

Ces deux jugements ne se contredisent pas, mais se complètent. Le second tour de scrutin marque bien une défaite du radicalisme en Allemagne. Le président von Hindenburg, en effet, a obtenu une majorité absolue de plus de

deux millions de voix sur les forces combinées de l'hitlérisme et du communisme. Hitler n'a pas rallié tous les partisans du colonel Théodore Duestenberg, qui se retirera après le premier tour de scrutin. Il n'a pas même maintenu le vote reçu en mars dernier. Si le colonel Duestenberg s'était présenté au second ballottage, il semble que Hitler aurait pris moins de votes qu'au premier tour de scrutin.

Reste, malgré cette défaite, que l'hitlérisme n'a pas disparu. C'est échevé n'a pas découragé ses partisans. Ceux-ci se préparent, dès maintenant, aux élections de la diète prussienne, devant avoir lieu le 24 de ce mois. L'hitlérisme est une force politique en Allemagne. Il a remporté de vifs succès au cours des dernières années. Il tourne facilement la tête à la jeunesse, avide de nouveauté. Qu'il continue d'étendre son emprise sur les jeunes générations, il aura tôt fait, avec le temps, de pousser les éléments les plus conservateurs de l'Allemagne vers la tombe.

### L'industrie hydroélectrique

En certains quartiers, on se demande si le sort de l'industrie hydroélectrique ne sera pas celui de l'industrie du papier à journal.

Malgré leur prospérité marquée et le maintien relatif de leurs profits au cours des deux dernières années, un journal de finance semble redouter pour les compagnies d'électricité une surproduction semblable à celle dont souffre encore aujourd'hui l'industrie de la pulpe.

Il note les analogies entre ces deux entreprises: exploitation de ressources naturelles très riches, expansion simultanée et interdépendante, surproduction dans l'industrie du papier à journal et achèvement apparent de l'industrie hydroélectrique vers le même résultat, mêmes arguments enthousiastes pour le développement toujours plus grand de l'une et de l'autre.

Il signale les conséquences de cette production croissante de l'électricité, que ne semblent pas justifier les besoins présents. Au cours des dernières années, une centaine de millions ont été placés annuellement dans cette industrie. Les engagements des compagnies d'électricité porteront, dans quelques années, son capital total à \$1,500,000,000.

Puis, ce confrère se pose les questions suivantes: "Où trouvera-t-on alors un marché pour toute cette électricité qui sera disponible? Qui paiera les charges et les intérêts ou diviendront sur ces centaines de millions investis? C'est fort bien de parler de nouvelles industries qui seront attirées vers ce pays, de la nouvelle demande d'électricité qui se produira pour appareils électriques, expansion de territoire, etc., mais il s'agit de savoir si cette demande augmentera dans les mêmes proportions que la capacité de la production."

Vraiment il n'est pas inutile, comme le dit ce journal de finance, de se demander, en face de la douloureuse expérience de l'industrie de la pulpe, si l'industrie hydroélectrique ne s'embarque pas dans la même galère.

Les partisans de la canalisation du Saint-Laurent n'ont certainement pas en vue de conjurer ce danger possible.

C. L. H.

### Est content d'être envoyé en prison

Il est assez rare qu'un homme accepte avec joie un terme de prison qui lui est imposé. C'était cependant le cas de Harry Hallsworth alias Paul Poirier, en cour de police ce matin. Il s'était rendu coupable de deux cambriolages, l'un à la pharmacie Straker et l'autre à la quincaillerie Trudel, et avoua qu'il désirait être envoyé en prison pour subir des soins médicaux.

Le magistrat Strike le condamna ce matin à une période définie de six mois et une période indéterminée de deux ans moins un jour à la prison provinciale. Hallsworth remercia le magistrat chaleureusement et, le sourire aux lèvres, accompagna les constables à sa cellule.

L'inculpé s'était tout d'abord remis entre les mains de la police d'Ottawa et avait déclaré avoir volé un automobile dans le Nouvel-Orléans. Il s'était dit citoyen américain. La police, après avoir cherché de nombreux renseignements, apprit que l'inculpé se nommait Paul Poirier, et qu'il était originaire de Québec.

### Excès de vitesse.

Pour avoir fait trop de vitesse dans la ville un automobiliste a payé dix dollars d'amende avec dépens en cour de police ce matin.

### SESSION FEDERALE

## Le budget Rhodes est un palliatif et non un remède, dit Ralston

(suite de la 2ième page)

vernement n'est pas à blâmer car les déficits de ce réseau, depuis 1922, ont continué à croître. Il en est autrement pour la dépense occasionnée par les secours aux chômeurs ainsi qu'aux agriculteurs. La dette publique ne doit pas augmenter, comme cela est arrivé depuis deux ans.

### PAS ASSEZ D'IMPOTS!

Le gouvernement présente un budget qui n'est pas équilibré pour la simple raison qu'il n'a pas le courage d'annoncer tout de suite les taxes et les impôts que nécessitent les secours aux chômeurs ainsi qu'aux agriculteurs.

Le gouvernement avait pris l'engagement formel de mettre fin au chômage, non pas de le pallier ni de secourir les chômeurs, mais de mettre fin au chômage. Il ne peut faire plus que d'atténuer une situation qui devient de plus en plus pénible. Il laisse aux générations futures le soin de l'argent qu'il dépense pour se pallier. On procède pour les secours aux chômeurs comme l'on a procédé pendant la guerre: le gouvernement dépense et il laisse aux générations futures le soin de payer les frais. L'opposition considère qu'il est de son devoir de protester contre pareille politique. C'est la génération actuelle qui doit porter le fardeau de la crise.

D'aucuns trouvent que le budget de M. Rhodes n'est pas si mauvais, qu'il aurait pu être bien pire qu'il ne l'est. Le budget n'aurait pas manqué d'être détestable si le gouvernement avait accompli son devoir, s'il avait imposé les taxes nécessaires. Pour rencontrer la dépense de \$25,000,000 que nécessitent les secours aux chômeurs cette année, il faudrait augmenter de 5 pour cent la taxe d'accise.

### ET LES DEPENSES EXTRAORDINAIRES?

Le budget ne tient pas compte de la dépense qu'occasionnera la prime de 5 cents par boisseau de blé exporté. Rien n'est prévu pour payer une prime du même genre aux pêcheurs et aux producteurs de charbon, tout récemment encore, on demandait au gouvernement de leur accorder un encouragement semblable à celui qui concède aux producteurs de blé. Le budget ne mentionne rien de ces dépenses. Le gouvernement a marqué à son devoir en ne mettant pas les contribuables au courant de l'état réel des finances publiques, en ne soumettant pas au Parlement le programme des taxes et des impôts qui sont absolument nécessaires à la réalisation de la chose publique.

A l'heure qu'il est, on ne sait pas exactement jusqu'à quel point le gouvernement fédéral s'est engagé à dépenser pour les secours aux chômeurs. Apparemment il s'agit de \$50,000,000. De leur côté, les provinces, les municipalités et les compagnies de chemin de fer se sont engagées à dépenser environ \$96,000,000. D'après le mode adopté, le gouvernement fédéral se trouve à mettre les provinces en face de la dette de \$146,000,000. D'après le discours du budget, la dette fédérale a été augmentée de \$119,000,000 au cours de l'année dernière. Le chiffre est-il exact? M. Ralston en doute. A son avis la dette fédérale était de \$23,319,000 au 31 mars 1931 et de \$2,501,382,000 au 31 mars 1932. L'augmentation, dit-il, est de \$182,586,000. En définitive, ce ne sont pas des subtilités de comptables qui diminuent la dette. Il est futile de distinguer entre dette brute et dette nette. Ce qui compte, c'est ce que nous devons. Or l'augmentation de ce que nous devons en réalité a été de \$182,586,000 au cours du dernier exercice. Au cours des deux dernières années, ajoute M. Ralston, la dette consolidée du gouvernement fédéral s'est accrue par \$307,000,000. Au cours des cinq dernières années de l'administration fédérale, cette dette consolidée avait été réduite de \$257,266,000.

### LA DETTE AUGMENTE

Les représentants des diverses provinces ont tenu une conférence à Ottawa, samedi dernier. Il y a déjà longtemps que le gouvernement fédéral est du côté de la rétrocession. On a entrepris de résoudre le problème du chômage mais sans connaître d'abord les données du problème, sans arrêter de programme. Comme conséquence, les secours nous valent déjà une dette de \$150,000,000 et la situation ne s'est pas améliorée.

D'après le discours du budget, la dette fédérale a été augmentée de \$119,000,000 au cours de l'année dernière. Le chiffre est-il exact? M. Ralston en doute. A son avis la dette fédérale était de \$23,319,000 au 31 mars 1931 et de \$2,501,382,000 au 31 mars 1932. L'augmentation, dit-il, est de \$182,586,000.

En définitive, ce ne sont pas des subtilités de comptables qui diminuent la dette. Il est futile de distinguer entre dette brute et dette nette. Ce qui compte, c'est ce que nous devons. Or l'augmentation de ce que nous devons en réalité a été de \$182,586,000 au cours du dernier exercice. Au cours des deux dernières années, ajoute M. Ralston, la dette consolidée du gouvernement fédéral s'est accrue par \$307,000,000. Au cours des cinq dernières années de l'administration fédérale, cette dette consolidée avait été réduite de \$257,266,000.

Il a donc suffi de deux années d'administration conservatrice pour faire disparaître la réduction obtenue par les libéraux et pour ajouter un nouveau déficit de \$50,000,000. Le budget ne mentionne pas les avances que le gouvernement a consenti aux banques qui ont avancé des fonds pour les travaux de la Beauharnois Corporation. Le gouvernement donne bien des garanties aux banques mais il n'en reste pas moins que sa politique hésitante à propos de la Beauharnois retarde la réalisation de l'entreprise et met par le fait même en danger l'argent de petits capitalistes.

### L'IMPOT SUR LE REVENU

Les changements à l'impôt sur le revenu sont contraires à l'équité. Comme elles sont rétroactives, les contribuables sont obligés de payer un revenu qu'ils ont touché, mais qu'ils ont dans la plupart des cas dépensé depuis longtemps. De plus, bien des gens seront obligés de payer l'impôt sur un revenu

qu'ils ont touché et dépensé l'année dernière mais qu'ils ne touchent plus cette année. Les diminutions de salaires, depuis douze mois, ont été à peu près générales. Le sort des petits salariés, de ceux qui touchent moins de \$3,000 annuellement, est particulièrement piteux. Le gouvernement aurait dû épargner les petits, d'autant plus que les frais de perception absorberont une bonne partie du revenu additionnel que le gouvernement obtiendra.

La taxe sur les ventes est augmentée. Quand les conservateurs étaient dans l'opposition ils dénonçaient cette taxe à grands cris. Pourtant la taxe sur les ventes était loin d'être aussi élevée qu'elle l'est maintenant. Ça n'est qu'une contradiction de plus au compte de l'administration conservatrice. Une famille dont les achats seront de \$750 au cours de cette année se trouvera à verser au fisc fédéral la jolie somme de \$45!

### POLITIQUE DESAVANTAGEUSE

La politique fiscale du gouvernement, depuis deux ans, a été grandement préjudiciable au commerce. Le chiffre de notre commerce est réduit de moitié. Est-ce pure coïncidence? En tout cas, notre tarif moyen est actuellement d'un peu plus de 35 pour cent. Il convient d'observer que notre tarif n'est pas stable à ce niveau hautement protecteur. Il peut être changé à l'importe quand par arrêté ministériel. Le premier ministre, si peu qu'il s'y entende en la matière, peut décider d'importer quand d'augmenter le tarif sur les voitures d'enfant, les vêtements, n'importe quelle autre chose. Le premier ministre se plaint d'être dans l'obligation de travailler vingt heures par jour. C'est bien de sa faute puisqu'il entend tout trancher par arrêtés ministériels.

Le premier ministre l'an dernier a forcé l'adoption d'un bill pour changer la nouvelle commission du tarif. Le premier ministre n'a pas voulu accepter le moindre amendement à son bill. A son dire, il était absolument nécessaire d'établir une commission du tarif selon ses vues. Le bill a été voté mais la commission du tarif n'existe pas encore. Le gouvernement se réserve le droit de modifier les articles du tarif par arrêtés ministériels. Bien plus, le ministre du revenu national a le pouvoir de fixer arbitrairement la valeur des articles qui passent en douane, de fixer arbitrairement aussi le cours de devises étrangères pour fins douaniers.

Le ministre n'a pas le droit d'établir des taxes et des impôts par arrêtés ministériels. C'est contraire à tout le droit parlementaire. Le gouvernement le fait quand même et, dans certains cas, le tarif a été augmenté de 350 pour cent.

### CONCLUSION

Ces augmentations tarifaires ont eu pour résultat de hausser le prix de toutes les choses que nous devons nous procurer à l'étranger et de faire baisser le prix de tout ce que nous vendons à l'étranger. C'est le résultat qui convient de juger la politique protectionniste et discrétionnaire du gouvernement. Nous ne vendons plus à l'étranger. Le coût de la vie augmente. La crise du chômage devient de plus en plus intense.

M. Ralston considère que le Canada, au lieu d'être en arrière de son tarif, doit continuer en l'accentuant, la préférence britannique inaugurée du temps de sir Wilfrid Laurier. M. Ralston voudrait que cette politique soit mise en vigueur lors de la conférence économique interimpériale du mois de juillet.

### L'AMENDEMENT

M. J.-L. Ralston termine son discours en présentant l'amendement suivant: "La Chambre est d'avis que les augmentations du tarif douanier effectuées par le gouvernement ont été arbitraires, mal dirigées, désordonnées. Elles ont eu pour conséquence d'étouffer l'agriculture et les autres industries, de restreindre le commerce et les affaires, et d'augmenter le chômage.

Que le fait de fixer, par arrêté ministériel, la valeur imposable des produits est une atteinte au droit inhérent au Parlement d'ajuster les droits douaniers, d'indiquer les taxes, et qu'il est pour effet de détruire le commerce, d'arrêter les affaires, et d'être également préjudiciable aux intérêts des producteurs, des importateurs, des distributeurs et des consommateurs; "Qu'un renversement de la politique fiscale actuelle, qui a trait au tarif douanier, et une remise immédiate au Parlement du droit de direction et de contrôle sur ces matières, sont indispensables à une reprise du commerce, à une amélioration des affaires et au retour final de la prospérité au Canada."

### M. H. H. STEVENS

Le discours de M. Ralston ne contient pas un mot d'analyse de la situation mondiale ni une suggestion qui puisse aider le gouvernement à résoudre les problèmes auxquels il a à faire face.

"Les remarques de M. Ralston", dit M. Stevens, "constituent une critique subtile et amère de la politique du gouvernement sans tenir compte des difficultés qui confrontent l'administration. L'exposé de l'ancien ministre de la défense nationale me rappelle cette définition du pessimisme par Bernard Shaw: "Un pessimiste est celui qui

# "SALADA"

## REDUIT LE PRIX

DE SA MARQUE BRUNE

# 10<sup>c</sup> la livre

## DEMI-LIVRE NOUVEAU PRIX 25<sup>c</sup>

Paquets de 1 lb 50c -- 1-4 lb 13c -- 1-8 lb 7c

### Marque Orange Pekoe et Marque Bleue

## Maintenant 75c la lb

(AUCUN CHANGEMENT DANS LES PRIX DE NOS MARQUES ROUGE, DOREE ET VERT DU JAPON)

## Ces Prix sont en Force IMMEDIATEMENT

# NE PAYEZ PAS PLUS

AUX MARCHANDS DETAILLANTS: Comme toujours nous vous protégeons contre toute perte occasionnée en vous remboursant la différence entre les prix payés pour toutes marques de thé "SALADA" que vous avez en magasin, et les nouveaux prix. S'il-vous-plait, réduire IMMEDIATEMENT vos prix au public — NE NOUS RETOURNEZ PAS DE PAQUETS POUR ECHANGE mais remplissez les formules spéciales qui vous sont adressées.

## SALADA TEA COMPANY OF CANADA, LIMITED

ne devraient pas se plaindre puisqu'ils ont agi de la même manière quand ils administraient le pays.

Les libéraux parlent depuis quelque temps de l'emprunt de conversion. Ils ont laissé entendre que bientôt quelques-uns des grands emprunts de guerre seront échus et qu'il faudra financer de façon globale et habile pour les rencontrer. Remarque inutile. C'est justement ce que l'administration a fait. Elle a réussi grâce à la prévoyance et à l'habileté du premier ministre.

### LES SECOURS AUX PROVINCES

Le colonel Ralston a vu dans l'assistance donnée aux provinces par le gouvernement fédéral des motifs sinistres. Les deux vieilles provinces et les provinces maritimes avec leurs vieilles méthodes bien établies ont été capables jusqu'à présent de se commander. Le gouvernement a été obligé d'aider lorsqu'il s'est agi des mouvements de l'or. Mais, généralement parlant, ces provinces peuvent s'occuper d'elles-mêmes.

Quant aux autres, elles ont eu à subir une diminution considérable de leurs revenus, occasionnée par les mauvaises récoltes. A cause de la chute de notre devise elles ont éprouvé des difficultés à rencontrer leurs obligations. Le gouvernement les a secourues. Si l'opposition veut critiquer, qu'elle enregistre donc ses protestations au Hansard.

(suite à la 4ième page)

## Christie's Arrowroot Biscuits

Sains et enjoués  
petits Canadiens

Observez partout notre jeunesse canadienne... cette vigoureuse santé du corps... ce vif regard... l'expression de la santé.

Plusieurs de ces petits, comme leurs parents avant eux, ont été élevés à l'aide des Christie's Arrowroots. Les mamans préfèrent les "Christie's" parce qu'ils sont faits de pur arrowroot contenant tous les éléments nutritifs et vivifiants nécessaires aux enfants qui se développent.

# Il n'y a pas de substitution pour les Christie's Arrowroots